EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 8 juillet 2011

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 130 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Jean-Louis BONAN - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Valérie BOYER - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - France GAMERRE - Didier GARNIER - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Laurence JOUANDON - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Jérôme ORGEAS - Frédéric OUNANIAN - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gérard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Roland POVINELLI - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Paul SORGE - René TAVERA - Guy TEISSIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par Vincent COULOMB - Michel AMBROSINO représenté par Christian MAYADOUX - Gérard BISMUTH représenté par Roland POVINELLI - Roland BLUM représenté par Renaud MUSELIER - Joëlle BOULAY représentée par Olivier AGULLO - Jean BRUNEL représenté par Corinne LEGAL - René CANEZI représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Jean-François DENIS représenté par Laurent LAVIE - Eric DI MECO représenté par Maxime TOMMASINI - Victor Hugo ESPINOSA représenté par Vincent GOMEZ - Mireille FOURNERON représentée par Jacqueline MAURIC - François FRANCESCHI représenté par Robert MALATESTA - Mourad KAHOUK représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - Abdelwaab LAKHDAR représenté par Patrick MAGRO - Eric LE DISSES représenté par Patricia COLIN - Michel LO IACONO représenté par Guy PONTOUS - Jean-Paul MARIA-FABRI représenté par Henri MATTEI - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX représentée par Marc POGGIALE - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Gilles PAGLIUCA représenté par Catherine JALINOT - Marie-Madeleine PANCHETTI représentée par Marie-Thérèse MINASSIAN - Jacques ROCCA SERRA représenté par Jean-Louis MOULINS - Jean-Louis TIXIER représenté par Patrick BORE - André VARESE représenté par Michelle GUEYDAN - Karim ZERIBI représenté par Pierre SEMERIVA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Daniel SIMONPIERI - Maurice TALAZAC.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

FCT 007-416/11/CC

■ Approbation de l'avenant n°3 à la Convention de Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés, situé à Fos-sur-Mer

DGS 11/6658/CC

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Pour exercer ses compétences dans le domaine de l'élimination des déchets ménagers et assimilés, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est orientée vers un projet comportant la réalisation d'un ensemble de traitement des déchets avec valorisation biologique et énergétique.

Le groupement Urbaser SA / Valorga International, retenu à l'issue de la procédure de mise en concurrence a créé, conformément à ce qui était prévu par le contrat de délégation, une société dédiée à l'exploitation du site, la société Evere SAS. Elle est donc aujourd'hui l'entreprise délégataire du service public de traitement et de valorisation des déchets de Marseille Provence Métropole et assure à ce titre l'ensemble des opérations inhérentes au contrat de délégation établi pour la création et l'exploitation du centre de traitement multi filières dédié.

La date contractuelle de fin de MSI est intervenue au 30 novembre 2010 conformément à l'article 16.2 de la DSP, rendant de fait effective la mise en exploitation dès le 1er décembre 2010.

Depuis cette date, en vertu de l'article 5.4 de la Délégation de Service Public signée le 4 juillet 2005, le délégataire dispose d'une exclusivité d'apport des ordures ménagères grises produites et collectées sur le territoire de Marseille Provence Métropole.

Afin de traiter l'ensemble des déchets produits (soit près de 440.000 tonnes), le délégataire a déposé une demande d'extension de la capacité administrative de traitement auprès des services de la Préfecture le 11 juin 2010.

Par courrier en date du 16 juillet 2010, les services de la Préfecture ont décidé de surseoir à l'examen de cette demande.

Le centre de traitement multifilières ne pouvant traiter aujourd'hui que 410.000 tonnes en vertu des limitations de l'arrêté préfectoral en vigueur, et MPM ne disposant pas, pour l'heure, de terrain permettant le transfert par voie ferrée des déchets ménagers produits à l'Est de son territoire, il y a lieu de statuer sur les modalités d'application des dispositions de la DSP quant au traitement de ces déchets excédentaires.

En vertu de l'application des dispositions contractuelles de la Délégation de Service Public (articles 5.5, 32, 34 et suivants ; article 37) ainsi que des articles 4 et 5 du cahier des garanties souscrites annexé au contrat de DSP, et compte-tenu du dispositif de traitement des déchets excédentaires mis en place depuis le 1er avril 2011 conformément aux dispositions de l'article 5.5 de la DSP, le présent avenant a pour objet :

- La contractualisation des prix de traitement des déchets excédentaires sur le Centre de Stockage (CSD) du Mentaure :

En effet, l'article 5.5 détermine un prix plafond de 75 euros HT par tonne de déchets supérieurs aux capacités techniques garanties ou supérieurs aux capacités de traitement autorisées dans l'arrêté d'exploiter.

Signé le 8 Juillet 2011
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2011

L'avenant 3 fixe le prix définitif de traitement des déchets de l'Est sur le CSD à 67,68 euros HT la tonne, se décomposant comme suit :

- 56,68 euros HT la tonne au titre du traitement,
- 11,00 euros HT la tonne au titre de la TGAP enfouissement.

Le coût du transport n'est pas facturé.

Ce coût s'applique depuis la mise en place du dispositif le 1^{er} avril 2011 et est non révisable.

Le dispositif a une durée conventionnellement posée de 1 an , avec prolongation le cas échéant pour 6 mois.

- La clarification du calcul des formules d'intéressement :

L'avenant spécifie la méthodologie de calcul, de révision et de versement de l'intéressement.

- La clarification de plusieurs modalités d'exécution :

Elle porte notamment sur la mise à jour des indices de révision de prix et la détermination du système des acomptes qui permet à MPM (sur le CTM ou le Mentaure) de verser des montants mensuels au plus juste des tonnages, en remplacement du calcul initial qui prenait en compte le 12^{ème} du tonnage annuel prévisionnel.

- La mise à jour du régime fiscal :

L'avenant permet l'intégration des dispositions portées par la réforme de la taxe professionnelle notamment et détermine une méthodologie de remboursement des impôts versés par le délégataire pour le compte du Délégant.

- La clarification de certaines modalités de contrôle :

L'avenant précise et détaille les modalités de contrôle en terme de rejets gazeux et de nuisances olfactives et les assortit de pénalités et complète les prérogatives du Délégant relatives au contrôle de l'exécution du contrat.

Enfin, la mise en place du dispositif de traitement des déchets excédentaires aux tonnages autorisés en traitement sur le CTM sur le Centre de Stockage des Déchets du Mentaure représente une augmentation de 3 080 430.29 euros HT, prix révisé, sur la base de 45 000 tonnes de déchets durant une exploitation de 18 mois.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, livre V, titre IV,
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- Le Code Général des collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants,
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine,
- La délibération du Conseil de Communauté du 20 décembre 2003 approuvant le principe d'une délégation de Service Public comme mode de gestion de la future unité de valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés ainsi que les orientations principales et les

caractéristiques de la délégation, et autorisant le Président à lancer et conduire la procédure de consultation ;

- La délibération du 9 juillet 2004 portant approbation d'un bail à construction.
- La délibération annulée du 13 mai 2005 approuvant le choix du délégataire et autorisant le président à signer la convention de délégation de service public.
- L'arrêté préfectoral du 12 janvier 2006 portant autorisation pour la société Evere SAS d'exploitation d'un centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique, sur le territoire de la commune de Fos-Sur-Mer
- Le contrat de délégation de service public et ses annexes administratives, techniques et financières du 4 juillet 2005
- La délibération du 29 juin 2007 portant acte d'acceptation de cession de créances portant sur les redevances financières
- La délibération du 19 février 2009 réitérant la délibération annulée par le jugement du TA du 18 juin 2008
- La délibération du 19 février 2009 portant prolongation du délai initialement prévu dans le contrat de DSP
- La délibération du 18 décembre 2009 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public.
- La délibération du 18 décembre 2009 portant approbation d'un avenant au bail à construction.
- l'avenant n°2 à la convention n°05/1170 relative à l'organisation du centre de traitement des déchets de La Ciotat et du centre de transferts d'Aubagne approuvé par le Conseil de communautés le 10 décembre 2010
- l'avis favorable de la commission de délégation de service public du 8 juin 2011

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

•Qu'il y a lieu :

- de préciser et détailler le prix de traitement des déchets excédentaires traités sur le site du Mentaure.
- de compléter les obligations du Délégataire sur les modalités de visite du site du Centre de Traitement Multi filières (CTM) par des tiers en vertu de l'article 32 de la DSP ;
- de préciser les modalités de calculs et d'application des indices de révision de prix sur l'intéressement conformément à l'article 34.1.3 de la DSP ;
- de compléter les modalités de règlement des acomptes conformément à l'article 34.2 de la DSP ;
- de préciser les modalités d'applications des indices de révision de prix sur le décompte final annuel conformément à l'article 34.3 de la DSP ;
- de préciser les modalités de calcul de l'indexation conformément à l'article 34.5 de la DSP ;
- de compléter les prérogatives du Délegant relatives au contrôle de l'exécution du contrat conformément à l'article 37 de la DSP ;
- de préciser et détailler les modalités de contrôle des rejets gazeux et d'assortir de pénalités le dépassement des limites déterminées ;
- de préciser et détailler les modalités de contrôle des nuisances olfactives et d'assortir de pénalités le dépassement des limites déterminées.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés (CTM).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué aux Ressources Humaines,
Moyens Généraux, Juridique

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Fonctionnement de la Communauté urbaine

Bernard MOREL

Vincent COULOMB

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI